

MARDI 5 JUILLET 1836.

# GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ON S'ABONNE A PARIS,  
AU BUREAU DU JOURNAL,  
QUAI AUX FLEURS, N° 11.

Les lettres et paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

18 fr. pour trois mois;  
36 fr. pour six mois;  
72 fr. pour année.

## JUSTICE CIVILE.

### COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi père.)

Audience du 7 juin.

CONTRAT SYNALLAGMATIQUE. — CONDITION RESOLUTOIRE. — RENTE A CHARGE DE SERVICES OBITUAIRES.

Dans les contrats synallagmatiques, l'inexécution des obligations de l'une des parties contractantes entraîne la nullité des conventions. Tel est l'effet de la condition résolutoire, qui est toujours sous-entendue dans ces sortes de contrats, dont l'essence est la réciprocité des engagements.

Spécialement, la fabrique d'une église qui réclame, en vertu d'un titre reconnaissant, le paiement d'une rente créée en sa faveur à la charge de services obituaires déterminés dans l'acte constitutif de la rente, doit être déclarée non-recevable dans sa demande, si, à défaut de représentation du contrat primordial, le titre reconnaissant produit n'indique pas en quoi consistent ces services, ni pour qui ils devaient être faits. La réciprocité des obligations n'existant plus, la résolution du contrat a dû être prononcée.

Par trois contrats des années 1554, 1559 et 1594, une famille de la paroisse de Bourgneuf constitua trois rentes montant ensemble à 40 francs en faveur de la fabrique de l'église de cette commune, à la charge de services obituaires qui furent déterminés.

En 1690 les successeurs des débiteurs originaires de la rente s'obligèrent à en continuer le service; mais aucune indication ne fut faite dans cet acte reconnaissant de la nature et de la qualité des services obituaires, ni des personnes pour qui ils devaient être faits. On se borna à se référer à cet égard aux dispositions de l'acte primordial.

La rente servie jusqu'en 1789 cessa de l'être par l'effet de la main-mise du gouvernement. Rendue depuis à l'église, qui en était anciennement propriétaire, elle donna lieu à des poursuites pour refus de paiement.

Le Tribunal de première instance déclara la rente éteinte par la prescription, mais la Cour royale confirma l'extinction de la rente réclamée par un motif différent. Elle prononça la résolution du contrat, à défaut par la fabrique de représenter l'acte constitutif, et attendu que le titre reconnaissant ne déterminait pas suffisamment les obligations que la fabrique avait contractées envers les fondateurs de la rente.

Pourvoi en cassation fondé principalement sur la violation de l'art. 1315 du Code civil, et sur la fausse application de l'art. 1184 du même Code.

M<sup>e</sup> Crémieux a soutenu, pour les syndics de la fabrique, que ses clients ne se refusaient pas à remplir leurs obligations; que c'était à leurs adversaires à prouver en quoi consistaient ces obligations, d'après la règle consacrée par l'art. 1315 du Code civil, *actori incumbit onus probandi*. Celui qui demande l'exécution d'une obligation et de son étendue doit en rapporter la preuve.

En fait, l'engagement de l'église de Bourgneuf consistait dans la célébration de services obituaires. Ces services, qui ne pouvaient consister qu'en des prières et des messes, pouvaient être facilement remplis. Il ne s'agissait, de la part des débiteurs de la rente, que de mettre la fabrique en demeure. Dira-t-on que le nombre de ces services n'est pas déterminé dans l'acte reconnaissant? Mais l'impossibilité d'exécuter la convention, seule cause qui puisse justifier l'application de la condition résolutoire, ne peut pas résulter du silence de l'acte reconnaissant sur le nombre des services; il dépend de la volonté des parties de se fixer à cet égard, sauf l'intervention de la justice si elles ne peuvent s'accorder. Il dépend également des parties de s'entendre sur l'application des prières et des messes. Ainsi tombe la double objection faite par l'arrêt attaqué, et consistant à dire que l'acte reconnaissant de 1690 n'indique ni le nombre des services, ni ceux pour qui ils doivent être faits. Ainsi s'écarte l'application de l'art. 1184 du Code civil.

Un second moyen, tiré de la violation de l'autorité de la chose jugée, était proposé par les demandeurs; mais la Cour l'ayant repoussé comme non présenté devant les juges de la cause, nous nous croyons dispensés d'en rendre compte.

La Cour, au rapport de M. Joubert, et sur les conclusions conformes de M<sup>e</sup> Hervé, avocat-général, a rejeté le pourvoi par les motifs de l'arrêt dont voici les dispositions textuelles :

Attendu qu'en décidant que l'obligation dont les demandeurs en cassation poursuivaient le paiement par la voie hypothécaire étant, de sa nature, synallagmatique, et que les demandeurs ne pouvant établir la représentation du titre primordial ou par tout autre, ni la quotité des services obituaires qu'ils étaient chargés de faire faire, ni par qui ils devaient être faits, se trouvaient dans l'impossibilité de satisfaire de leur part aux charges dont le service demandé était le prix, l'arrêt attaqué a pu, sans violer aucune loi, refuser toute action pour l'exécution d'un contrat ainsi imparfaitement justifié; rejette, etc.

### COUR ROYALE DE PARIS (1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> chambres.)

(Présidence de M. Miller.)

Audiences des 18, 25 juin et 2 juillet.

Droits de chauffage, bois-mort, mort-bois, panage et pâturage dans la forêt de Chinon.

La Cour royale s'est trouvée saisie, après cassation d'un arrêt de la Cour royale d'Orléans du 13 juillet 1832, d'une contestation entre le domaine de l'Etat et les communes de Cheillé-Rivarennes et Saint-Benoist-du-Lac-Mort.

Ainsi a été remis en question le bien jugé de la décision du Tribunal de Chinon, ainsi conçue :

« Considérant qu'il résulte des lettres-patentes du Roi Henri IV, du 14 avril 1601, du paiement de nouvel acquit, par communes, en 1609, 1634 et 1641, des sentences des commissaires du roi, des 3 et 15 février 1669, que les communes de Cheillé, Rivarennes et Saint-Benoist avaient sur la forêt de Chinon le droit de chauffage en bois mort et bois à un feu seulement par ménage; le pâturage et panage pour deux bêtes aumailles et deux porcs et leur suite par ménage;

« Considérant que si l'ordonnance du 13 août 1669 a supprimé par le tit. 20, art. 1<sup>er</sup>, le droit de chauffage dans ses forêts, cela ne peut s'appliquer qu'aux communes qui n'avaient pas de titres;

« Considérant que la commune de Cheillé ayant été troublée dans son droit de chauffage dans la forêt de Chinon, a fait enregistrer le 24 janvier 1756, à la maîtrise des eaux et forêts de Chinon, la sentence du 3 janvier 1669, et s'est fait maintenir dans les droits de chauffage, glandage et panage, accordés par ladite sentence de 1669;

« Considérant que si les communes de Rivarennes et Saint-Benoist ne produisent pas les sentences qui les maintiennent dans les mêmes droits, on ne peut en tirer fin de non-recevoir contre ces communes, puisque d'abord, et en conformité de la loi du 28 ventôse an XI, elles ont déposé leurs titres à la préfecture d'Indre-et-Loire, le 1<sup>er</sup> prairial an XI, et qu'on ne les leur a pas rendus ensuite; la sentence de janvier 1669 ayant été enregistrée à la maîtrise des eaux et forêts de Chinon, en 1756, a reconnu et maintenu leurs droits; enfin, l'art. 61 du nouveau Code forestier ayant accordé deux ans aux communes, à partir de sa promulgation, pour agir contre l'Etat, les communes sont fondées à réclamer le droit de chauffage dans les forêts de Chinon;

« Considérant que les communes de Rivarennes et St-Benoist ont des titres reconnus en 1756, qui leur donnent le même droit que ceux qu'on ne peut contester à la commune de Cheillé;

« Maintient lesdites communes dans la jouissance de leurs droits d'usage dans la haute forêt royale de Chinon. »

Ce jugement avait été confirmé par la Cour royale d'Orléans, mais par d'autres motifs.

M<sup>e</sup> Teste, avocat du Domaine, a commencé par opposer un moyen de forme résultant de ce que, d'après la loi du 5 novembre 1790, aucune action ne peut être intentée par des communes contre le domaine de l'Etat sans qu'il ait été présenté un mémoire, et cette formalité n'a pas été observée.

Au fond, il a soutenu l'abrogation par la législation en vigueur des droits invoqués par les communes, et il a soutenu que, faute d'enregistrement au Parlement, la possession était acquise au Domaine.

M<sup>e</sup> Paillet, avocat des communes, après avoir repoussé l'exception tirée du défaut de mémoire, a soutenu au fond l'action intentée par les communes et répondu aux diverses objections de l'appelant.

M. Berville, premier avocat-général, a présenté l'affaire sous un jour tout nouveau, et fait des distinctions que n'avaient admises ni le jugement de Chinon, ni l'arrêt d'Orléans.

La Cour, après une longue délibération dans la chambre du conseil, a rendu l'arrêt dont voici le texte :

« En ce qui concerne la fin de non recevoir, tirée contre la demande des communes, de ce qu'elle n'aurait pas été précédée du mémoire exigé par l'art. 15, titre 3 de la loi du 5 novembre 1790;

Considérant que cette exception, si elle avait pu être proposée, aurait dû l'être avant toute défense au fond, tandis qu'elle ne l'a été pour la première fois que devant la Cour royale d'Orléans;

« Considérant d'ailleurs qu'il a été suffisamment satisfait à la prescription de la loi à cet égard, par la requête des trois communes, afin d'obtenir l'autorisation de former la demande, autorisation qui leur a été expressément accordée par le conseil de préfecture, en son arrêté du 5 novembre 1828, et qui a été reconnue par le préfet en sa lettre du 30 mars 1829;

« En ce qui concerne la prescription, considérant que les communes étant fondées en titre, elles n'ont pas besoin de justifier leur possession;

« Que ce serait à l'Etat qui excipede de la libération de la servitude, à prouver qu'elle est éteinte par le non usage pendant 30 ans;

« Considérant qu'il ne fait pas cette justification;

« Que les communes, lorsqu'elles se sont conformées aux lois des 28 ventôse, 19 germinal an XI et 14 ventôse an XII, ont toujours excipé, non seulement de leurs titres, mais aussi de leur possession;

« Que l'Etat ne conteste pas le droit de panage et de pâturage pour l'exercice duquel les communes ne produisent pas d'autres preuves de possession que pour le droit de chauffage;

« Au fond, considérant que l'Etat n'a jamais contesté aux communes les droits de pâturage et de panage compris en l'état arrêté au conseil du roi le 2 décembre 1673, et maintenu par arrêt du conseil du 15 janvier 1771;

« Considérant que si la sentence du 3 janvier 1669 porte que les habitants des communes sont gardés et maintenus dans les droits d'usage à eux appartenant dans la haute forêt de Chinon, à savoir d'y prendre bois mort et mort-bois pour leurs chauffages, l'ordonnance du mois d'août 1669, postérieure à cette sentence, a, par son article 1<sup>er</sup> du titre 20 invoqué, éteint et supprimé, tous et chacun des droits de chauffage dont les forêts royales étaient alors chargées, de quelque nature et condition qu'ils fussent;

« Que, même aux termes de l'article 11 du 1<sup>er</sup> titre, il ne devait être fait à l'avenir aucun don ni attribution de chauffage pour quelque cause que ce fût; que si, par importunité ou autrement, aucune lettres ou brevets en avaient été accordés ou expédiés, défenses étaient faites aux parlements, aux chambres des comptes, grands maîtres et officiers, d'y avoir égard;

« Que, tout en abrogeant spécialement par l'article 33 du titre 27 toutes délivrances d'arbres, perches, mort-bois, sec et vert, en étant sur pied, qu'il fût permis à aucuns usagers, de telle condition qu'ils soient, d'en prendre ou faire couper, et d'en enlever autres que gisant, nonobstant tous titres, arrêts et privilèges contraires, qui sont de même nuls et révoqués, la même ordonnance maintient le droit d'enlever le bois mort gisant;

« Considérant que la sentence du 24 janvier 1756, rendue sur la production faite par les habitants de l'une des trois communes seulement, la commune de Cheillé, sentence dont en aucun cas l'on ne saurait se prévaloir dans l'intérêt des deux autres communes, a pour but principal l'enregistrement de la sentence du 3 janvier 1669; mais que cet enregistrement, quoique accompagné du mandement d'exécution, n'a pu donner aucune force nouvelle à la sentence du 3 janvier 1669, dont l'effet avait été anéanti par les articles ci-dessus cités de l'ordonnance de 1669; qu'il en est de même à plus forte raison de l'enregistrement de ladite ordonnance de 1670;

« Considérant que, d'après l'article 7 du titre 20, il devait être fait un état-général, au conseil du Roi, de tous les chauffages en espèce et en argent, comme d'après l'article 1<sup>er</sup> du titre 19 il devait être fait un état des chauffages et autres droits d'usage, qui a été définitivement arrêté au conseil du roi le 2 décembre 1673, et qu'il n'en résulte au profit des communes intimées d'autres droits d'usage que ceux de panage et de pâturage; qu'il leur est même fait défense de prétendre d'autres et plus grands droits, et qu'un arrêt du conseil du 15 janvier 1771 a expressément ordonné que l'état arrêté le 2 décembre 1673 serait exécuté selon ses formes et teneur;

« Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir présentée par l'Etat, ni à l'exception de prescription par lui opposée;

« Donne acte aux parties de ce que l'Etat n'a jamais contesté et ne conteste pas aux communes le droit de panage et pâturage tel qu'il est compris et limité dans l'état arrêté le 2 décembre 1673, soit quant au

nombre des bestiaux à admettre au pâturage et panage, soit quant au nombre des maisons au profit desquelles le droit a été concédé;

« La Cour met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce qui concerne le droit de prendre le mort-bois;

« Emendant, quant à ce, décharge l'Etat des condamnations contre lui prononcées;

« Au principal, déboute les communes de leur demande à fin de prendre du mort-bois, et de prendre, faire couper et enlever des bois autres que gisant;

« Le jugement au fond sortissant effet, dépens compensés, sauf le coût de l'arrêt à la charge des communes. »

## JUSTICE CRIMINELLE.

### COUR D'ASSISES DU JURA. (Lons-le-Saulnier.)

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. BOURGON, CONSEILLER A LA COUR ROYALE DE BESANÇON.

Accusation, contre un vieillard de 76 ans, d'homicide volontaire sur la personne de sa fille, âgée de 32 ans. — Incendie. — Horribles détails.

Un vif sentiment de pitié se manifeste dans tout l'auditoire à la vue d'un vieillard décrépît, accablé sous le poids de la misère et des ans, que deux gendarmes amènent péniblement sur le banc des criminels. C'est Jean-Baptiste Guillot, à qui l'accusation reproche deux crimes atroces, dont la pensée aussi bien que l'exécution paraissent contraster hautement avec toute sa personne. Quelles circonstances particulières, car chez l'accusé il n'est plus guères possible de supposer des passions violentes, ont pu faire de ce malheureux, au terme de sa carrière, un autre lui-même? Hélas! il faut le dire, c'est là le fruit de bien des années d'outrages. Depuis que ses forces ne lui ont plus permis d'être utile à ses enfants, et de gagner sa subsistance, ce malheureux vieillard était devenu pour eux un objet de gêne et de mépris; et s'ils ne lui refusaient pas tout-à-fait la nourriture, du moins ils lui faisaient cruellement sentir combien ils regrettaient le pain qu'ils lui donnaient. Puisse ce terrible exemple retentir au loin, surtout dans les campagnes, et être un objet d'effroi pour les enfants dénaturés qui foulent aux pieds les devoirs sacrés qu'ils ont à remplir vis-à-vis les auteurs de leurs jours!

M. le président prévient MM. les jurés que l'accusé est atteint, depuis sept ou huit années, d'une surdité presque complète, et que dès-lors il est obligé de faire constater son identité par deux habitants de son village, dont l'un est M. le maire; tous deux déclarent que l'accusé est bien Jean-Baptiste Guillot, domicilié à Coisia, âgé de 76 ans.

M. le président annonce également à MM. les jurés qu'on a fait appeler aux débats un interprète, autant à cause de la surdité de l'accusé qu'à cause de son langage, qui est un patois inintelligible.

Pendant tous les préliminaires de l'audience, l'accusé semble ignorer que c'est de lui qu'on s'occupe. Il fixe constamment le lieu destiné au public, et paraît chercher à reconnaître quelqu'un; puis il témoigne au concierge de la prison, qu'il aperçoit non loin de lui, qu'il désire boire. Celui-ci s'empresse, sur l'assentiment de M. le président, de lui apporter une bouteille de vin, qu'il place, du reste, sous la protection d'un gendarme. Au moment où on lui offre le premier verre, il s'écrie dans son patois: *A vostra santa tutta la companie!*

Durant la lecture de l'acte d'accusation, Guillot se met à genoux et marmotte quelques prières. C'est particulièrement à la sainte Vierge qu'il s'adresse; on l'entend à plusieurs reprises répéter le nom de la Vierge Marie.

C'est à grande peine que l'interprète peut transmettre à l'accusé les questions de M. le président. Son interrogatoire n'a, en quelque sorte, lieu que par signes. En reproduisant les faits, qu'ont révélés les débats, on verra les explications que l'accusé a données sur les deux crimes qui lui sont imputés.

Jean-Baptiste Guillot habitait avec sa femme, sa fille Françoise et ses trois fils, une maison appartenant à Thomas Guillot, le second de ses fils. Depuis quelques années l'harmonie avait cessé d'exister dans le ménage, et cet état de choses avait contribué à aggraver le caractère de l'accusé. Plusieurs fois, d'ailleurs, il s'était plaint que sa femme et ses enfants n'avaient pas pour lui les égards qu'ils auraient dû avoir, et même qu'ils lui refusaient des vêtements et la nourriture. Sa femme avait récemment subi des mauvais traitements de sa part pour un prétexte futile, parce que celle-ci lui réclamait un couteau qu'il disait ne pas avoir. Alors il avait traîné sa femme par les cheveux, et lui avait porté des coups d'un instrument tranchant sur la tête. Peu de temps après, le 17 mars, dans la soirée, paraissant en vouloir également à sa fille, il la menaça de traitements plus rigoureux encore que ceux qu'il avait fait éprouver à sa femme, et, en effet, cette menace, le lendemain, ne fut que trop réalisée.

Ce jour-là, le 18 mars, les fils Guillot étaient allés de bonne heure dans les champs à leur travail habituel, et, à huit heures, leur mère avait aussi quitté leur habitation commune, n'y laissant que le père Guillot et sa fille Françoise. Une heure s'était à peine écoulée depuis le départ de cette femme, que l'accusé fut rencontré s'éloignant de chez lui, et disant qu'il allait prévenir ses fils que le feu était à leur maison. En effet, les personnes du voisinage ne tardèrent pas à apercevoir de la fumée qui annonçait que cette maison brûlait à l'intérieur: elles accoururent, et, trouvant toutes les portes fermées, enfoncèrent la porte de la grange. Quel ne fut pas leur étonnement en voyant le corps de Françoise Guillot gisant baigné dans son sang, la face contre terre et sans vie? Les blessures profondes et nombreuses que l'on remarquait sur la tête de la victime démontraient suffisamment qu'elle venait de succomber sous les coups d'un meurtrier, et le feu qui consumait alors la maison paraissait aussi le résultat d'un crime. L'écurie et le grenier au-dessus étaient la proie des flammes. On eut à peine le temps de sauver une vache et un veau, et l'on remarqua que la vache avait sur le dos une large blessure, qui paraissait avoir été faite à l'aide d'un instrument tranchant. A la cave, le vin coulait de tous les tonneaux, dont les fûts étaient ôtés. Quoique l'incendie n'eût pas pénétré à la cuisine et dans d'autres pièces, le feu avait brûlé une partie des lits. Tout le linge sale avait disparu de l'endroit où on le mettait, et cependant cet endroit était resté à l'abri du feu. A la



grange, près du cadavre de François Guillot, fut trouvée une serpe dont le manche était brûlé, et sur laquelle, malgré l'action du feu, des cheveux, en partie brûlés, étaient collés avec du sang dont elle était empreinte. Toutes ces circonstances donnèrent la certitude d'un crime dont Jean-Baptiste Guillot fut aussitôt présumé être l'auteur. Il était sorti de la maison après l'incendie consommé, puisqu'il avait dit à une personne qu'il avait rencontrée : « Le feu est chez nous, je vais chercher mes fils. » Il prenait cependant alors une direction opposée à l'endroit où travaillaient ces derniers.

On se mit à la recherche de l'accusé, et on l'arrêta non loin du village, dans un lieu d'où il pouvait voir facilement les progrès de l'incendie. Il refusa de suivre les personnes qui l'arrêtaient, disant que ce n'était pas lui qui avait mis le feu, et on fut obligé d'employer la force pour le conduire à la maison commune; ses vêtements étaient tachés de sang. Il paraissait ému et inquiet. Il essaya de s'évader, et tenta aussi de se suicider en se portant sur la poitrine un coup de couteau avec lequel il se fit une longue blessure sans profondeur, puis il dit qu'il serait content si on le pendait à la porte de sa demeure pour faire de la peine à ses enfants. Ce fut alors que, devant différentes personnes qui allèrent le voir à la maison commune, il avoua qu'il avait fermé les portes après le départ de sa femme, puis qu'il avait frappé sa fille avec une serpe, et que si la mère fût arrivée, il lui en aurait donné autant. Plus tard, il ajouta que c'était lui qui avait mis le feu à la maison; qu'il avait porté du feu dans une corbeille remplie de paille qui était à l'écurie derrière les vaches; qu'il avait réuni les linges sur les lits, avait placé de la paille dessus, et y avait mis le feu. Il dit aussi qu'il avait été les fosses de presque tous les tonneaux qui étaient à la cave, et qu'il avait tenté d'assommer la vache. Il aurait voulu que la maison fût réduite en cendres, et cela, selon son expression, pour égaliser ses enfants. Il aurait, du reste, regretté que le feu se communiquât aux maisons voisines. Enfin, quand on lui fit porter son attention sur le sang dont sa chemise était empreinte, il dit qu'il voudrait que sa femme fût à la même place que celle qui avait répandu ce sang.

Cependant l'accusé n'a pas persisté dans ses aveux. Dans l'instruction, et à l'audience, il a toujours nié être l'auteur des crimes à lui imputés. Le feu a été mis accidentellement par sa fille, a-t-il dit, en portant au jardin une marmite qui était près du foyer; probablement, un charbon, resté après les pieds de cette marmite, sera tombé à l'écurie par où elle est passée pour aller au jardin, et telle aura été la cause de l'incendie.

Quant à la mort de sa fille, il a prétendu que, s'étant aperçue du feu, elle était montée dans la chambre sur la cuisine; que, s'étant laissée tomber en redescendant l'escalier, elle avait saisi, pour se retenir, le pied d'un perrin qui était à portée d'elle; que ce meuble lui était tombé dessus et lui avait fait les blessures qu'elle avait à la tête. S'expliquant sur les taches de sang dont ses habits étaient empreints et sur le vin répandu à la cave, il a dit que c'était en secourant sa fille qu'il avait été taché de sang, et que, manquant d'eau pour éteindre le feu, il avait été les fosses des tonneaux pour suppléer avec du vin au manque d'eau. Enfin, il a soutenu que la serpe qui lui a été représentée ne lui appartenait pas; que, si elle a été trouvée dans la maison, c'est qu'elle y avait été apportée par ses enfants pour lui nuire; que cette serpe était à un de ses voisins, boucher de son état, qui s'en servait pour couper les pieds des veaux qu'il abattait; qu'il n'était pas étonnant dès lors que cet instrument fût teint de sang et que du poil y fût collé. Inutile de dire que le système de défense de l'accusé n'a pas trouvé le plus léger appui dans les faits de la cause. Mais il était renversé surtout complètement par le procès-verbal, dressé par un homme de l'art, constatant l'état du cadavre de la fille Guillot. En effet, il résulte des observations du médecin que cette fille avait à la partie supérieure de la tête cinq profondes blessures faites avec un instrument tranchant. Une d'elles avait huit pouces de longueur et endommageait l'os. A la partie supérieure de la tête le crâne était brisé par des coups portés en grand nombre avec un instrument contondant. Il existait plusieurs contusions sur les épaules. Enfin, sur la main était une forte blessure qui paraissait avoir été faite quand la fille Guillot avait voulu parer les coups qui lui étaient portés. A la forme de ces blessures desquelles on a rapproché la serpe trouvée près du cadavre, il paraissait que ce serait avec cet instrument qu'elle aurait été frappée. De l'examen auquel s'est livré le médecin il a conclu que les blessures avaient été faites, la plupart, à la fille Guillot, lorsqu'elle était debout. (Cette fille était d'une taille infiniment petite, environ trois pieds.) Plusieurs, lorsqu'elle était renversée, mais encore en vie, et que la mort de cette fille avait été le résultat inévitable de ces blessures.

En présence de ces faits, le ministère public n'avait pas de grands efforts à faire pour soutenir l'accusation dirigée contre Guillot. Aussi s'est-il borné à un exposé rapide des faits de la cause, et à une manifestation chaleureuse d'indignation contre de si épouvantables forfaits.

La défense de l'accusé était confiée d'office à M<sup>r</sup> Prouvier, jeune avocat dont tous les vœux se bornaient à une déclaration de circonstances atténuantes; son client lui-même redoutait un acquittement, il n'eût jamais voulu rentrer dans le domicile de ses enfants. Les habiles efforts du défenseur ont été couronnés de succès.

Déclaré coupable sur les deux questions principales, mais avec des circonstances atténuantes, Jean-Baptiste Guillot, attendu son âge, a été condamné à une détention perpétuelle (au lieu des travaux forcés à perpétuité). Chacun se plaisait, à l'envi, à rendre hommage à la haute impartialité et à la manière grave et digne de présider de M. le conseiller Bougon. L'accusé est emmené sans qu'il ait songé à s'informer de ce qui s'est passé, et tout satisfait d'emporter de mauvaises hardes qui avaient servi de pièces de conviction.

## COUR D'ASSISES DE LA GIRONDE. (Bordeaux.)

(Présidence de M. d'Imbert de Bourdillon.)

Audience du 29 juin.

### ACCUSATION DE MEURTRE.

Pierre-Camille Dutheil, âgé de 28 ans, propriétaire-cultivateur, natif de Libourne, avait quitté depuis peu de temps la commune de Sablon pour venir se fixer à Guîtres, lorsqu'il fut appelé aux fonctions de capitaine de la garde nationale de cette ville.

Soit que son élection eût été vue d'un oeil jaloux, soit qu'on eût la pensée qu'il existait contre lui des motifs d'exclusion, le jour même où il fut nommé, une querelle lui fut suscitée, dans un cabaret où buvaient plusieurs gardes nationaux; cette querelle se termina pour lui par l'acte de violence le plus outrageant.

L'agresseur était un cultivateur nommé Jacques Teurlay, demeurant lui-même dans la ville de Guîtres, où il était connu pour un homme doué d'une force physique peu commune; il promit à Dutheil d'avoir le lendemain une rencontre avec lui, et le lieu en fut aussitôt fixé. Les deux adversaires s'y rendirent à l'heure convenue, mais des difficultés s'étant élevées lorsqu'il s'agit de régler les conditions du combat, et de choisir les armes, il se séparèrent sans que leur différend eût été vidé.

Dutheil crut devoir alors s'adresser à la justice pour obtenir la réparation de l'outrage qu'il avait reçu, et le Tribunal de Libourne prononça contre Teurlay une condamnation correctionnelle qui fut confirmée par la Cour, et à la suite de laquelle il resta détenu pendant quatorze mois, soit à raison de la peine qui lui avait été infligée, soit à raison des dommages-intérêts et des frais qu'il devait payer.

Avant que Teurlay eût été emprisonné, Dutheil, agité par la crainte qu'il pouvait se livrer sur sa personne à des attaques que sa vigueur rendait redoutables, s'était déterminé à marcher constamment armé. Quand il eut recouvré sa liberté, cette crainte l'agita plus vivement encore, et il ne tarda pas à se munir de deux pistolets. Il est certain qu'il ne le cachait à personne, qu'il les

avait habituellement sur lui, et qu'il annonçait hautement qu'ils étaient destinés à défendre ses jours s'il était l'objet d'une agression violente de la part de Teurlay.

Dutheil habitait, à Guîtres, une maison située dans la rue du Caillou, en face d'une autre rue fort étroite, désignée sous le nom de rue Tournepic, laquelle se dirige perpendiculairement vers la première, où elle a son débouché.

Jacques Teurlay résidait à quelque distance de ce quartier, mais il était dans l'usage de parcourir journellement la rue Tournepic et la rue du Caillou, et de passer, par conséquent, devant la maison de Dutheil, pour se rendre sur une pièce de terre qu'il possédait près de la ville, et pour retourner à son domicile.

Le 21 avril dernier, vers midi, la détonation d'une arme à feu se fit entendre à l'extrémité de la rue Tournepic, et on vit successivement Dutheil et Teurlay sortir de cette rue et se montrer dans la rue du Caillou. Le premier rentra avec précipitation dans sa demeure; le second alla tomber, en tournant sur lui-même, à quelques pas de la porte que Dutheil venait de franchir.

Le malheureux Teurlay avait été frappé d'une balle qui lui avait traversé la poitrine, et à peine s'était-on approché de lui pour lui porter secours qu'il rendit le dernier soupir sans avoir pu proférer une seule parole.

Dutheil avait passé la matinée avec un sieur Dauriac, l'un de ses amis; quelques instans auparavant, il s'était séparé de lui après avoir joué quelques parties de billard dans un café voisin, en lui annonçant qu'il allait se rendre sur un domaine qu'il possédait dans les environs, afin de faire ensemencer du fourrage. Il reparut bientôt sur la rue pour se mettre à sa recherche, déclarant qu'il était l'auteur du meurtre de Teurlay, et aussitôt qu'il l'eut rejoint il se rendit à l'hôtel de la mairie et se constitua prisonnier.

Dutheil avait le visage et ses vêtements couverts de sang, et on remarquait, au côté gauche de sa redingote, des traces de poussière très apparentes.

Interrogé le même jour par le juge de paix de Guîtres et par le procureur du Roi de Libourne, il prétendit, comme il le soutient encore aujourd'hui, que, sortant de son domicile pour se rendre sur son domaine, il s'était trouvé face à face avec Teurlay en entrant dans la rue Tournepic; que celui-ci l'avait apostrophé dans ces termes : « Ah ! te voilà donc, capitaine soufflet ! » et lui avait au même instant porté un violent coup de poing sur la bouche, en ajoutant : « Cherche des preuves ! » Qu'éprouvant alors un mouvement d'indignation et de fureur, qu'il n'avait pu maîtriser, il avait sorti de sa poche un de ses pistolets, et l'avait déchargé sur son agresseur; que Teurlay était aussitôt tombé sur lui en le couvrant de sang, et qu'ils avaient roulé l'un et l'autre sur la terre; que c'était là tout ce qu'il pouvait dire, et que le trouble qu'il avait ressenti ne lui permettait pas d'indiquer les autres faits qui avaient pu signaler leur rencontre et l'irréparable malheur qui l'avait suivie.

D'après ce récit, il y aurait lieu de supposer qu'après une première chute dans la rue Tournepic, Teurlay aurait encore conservé assez de force pour faire quelques pas et venir tomber, pour ne plus se relever, à l'endroit où on l'a trouvé gisant, dans la rue du Caillou. Le sang dont Dutheil était taché, et la poussière que portaient ses vêtements, semblaient justifier que les choses se sont passées ainsi; mais ce qui présente des doutes plus sérieux, c'est la provocation dont l'accusé prétend avoir été l'objet de la part de la victime.

L'information a fait connaître que, soit avant son incarcération, soit depuis son élargissement, Teurlay avait manifesté contre Dutheil des dispositions très-hostiles. Ainsi, indépendamment de ce qu'il se plaisait à chanter des chansons offensantes composées pour diffamer ce jeune homme, on l'avait entendu répéter que c'était son principal ennemi et qu'il ne périrait que de sa main; qu'il fallait que l'un des deux arrachât la vie à l'autre, et que, s'ils se rencontraient dans un lieu écarté, ils s'arrangeraient ensemble.

La veille du jour où il a péri d'une manière si déplorable, il avait cruellement injurié le père de Dutheil, en le chargeant de porter à son fils des paroles de provocation et de défi.

Enfin, il se voyait dans la nécessité de vendre une partie de ses propriétés pour se libérer entièrement des dommages-intérêts et des frais auxquels il avait été condamné par le jugement correctionnel qui l'avait frappé, et l'embarras de sa position avait dû nécessairement augmenter son irritation.

Cependant, il est des circonstances remarquables qui repousseraient la pensée qu'il venait de frapper Dutheil au moment où il a reçu de lui le coup de feu qui lui a donné la mort.

Le matin même, le maire de Guîtres lui avait adressé une admonestation à l'occasion des injures auxquelles il s'était livré envers le père de l'accusé, et il avait promis de faire preuve, à l'avenir, de la plus grande modération.

Quand il s'est trouvé en présence de Dutheil, Teurlay portait sous son bras droit un panier rempli d'aliments et tenait à la main gauche une bouteille de vin, ce qui le mettait dans l'impossibilité de lui porter des coups; or, au moment où la vie lui échappait, on a vu tomber ces deux objets dans la rue du Caillou, l'un à droite et l'autre à gauche, d'où il résulterait qu'il les avait toujours gardés dans la même position.

Aussitôt après la détonation, deux témoins ont entendu la voix de Dutheil, proférant des paroles de colère, et cependant les injures qu'il prétend lui avoir été adressées par Teurlay, n'ont nullement frappé leur oreille.

Enfin, alors que Dutheil venait d'affirmer qu'une partie du sang qui lui couvrait le visage provenait d'une blessure que lui avait faite à la bouche le coup qu'il avait reçu, il a été soumis à l'examen de trois hommes de l'art, et il a été reconnu que ses lèvres et ses genives étaient dans leur état normal.

En conséquence, Pierre-Camille Dutheil est accusé d'avoir, dans la journée du 21 avril dernier, commis un homicide volontaire sur la personne de Jacques Teurlay.

Quarante-six témoins à charge seront entendus : cinquante-cinq sont assignés à la requête de l'accusé, tout annonce que les débats seront très animés. La veuve Teurlay se constitue partie civile au procès, et charge M<sup>r</sup> Princeteau de plaider pour elle. L'accusé sera défendu par M<sup>r</sup> Guimard.

## OUVRAGES DE DROIT.

### SUR LA LÉGISLATION

ANTÉRIEURE A 1789 RESTÉE EN VIGUEUR. (Voir la Gazette des Tribunaux des 28 janvier, 27 février et 12 mai 1836.)

#### Constitution du clergé.

L'Eglise romaine a eu en France ses jours de grandeur et ses jours de revers : puissance spirituelle, après avoir pesé sur les peuples du poids de sa merveilleuse origine, elle a perdu dans les querelles, les schismes et les réformes une grande partie de son autorité. Puissance temporelle, elle a vu périr dans les révolutions sa fortune territoriale et son existence politique. Des avantages

immenses, accumulés dans ses mains par les largesses des princes et la dévotion des peuples, elle n'a rien conservé, pas même le droit d'exister sans rivales; et la tolérance dont elle eût pu se faire un mérite au temps de son pouvoir, est devenue pour elle une obligation légale sous laquelle elle frémit, mais qu'elle ne saurait éfreindre.

Ceux-là même auxquels l'Eglise devait l'extraordinaire accroissement de ce pouvoir, s'appliquèrent à le détruire, et le succès couronna cette entreprise suivie pendant des siècles avec une persévérance pleine d'ardeur.

Long-temps avant que ce fait ne s'accomplît, les esprits pénétrants avaient pu le prévoir. En effet, les Rois, jusqu'à ce que leur domination sur les peuples fût affermie, avaient ménagé le clergé dont le secours leur était utile; mais lorsqu'ils furent certains de leur puissance, ils songèrent à l'asservir à son tour : par sa prétention de ne relever que du pape, il choquait le principe de la monarchie; et la juridiction exorbitante qu'il s'était créée, en matière civile et criminelle, devait, dans un Etat bien constitué, paraître une intolérable anomalie.

La lutte commença donc vers le XIII<sup>e</sup> siècle, entre le sacerdoce et la royauté. Elle fut longue, opiniâtre, elle remua le monde; St-Louis en donna le signal par cette célèbre pragmatique sanction, qu'il faut juger, pour en apprécier toute la hardiesse, du point de vue des idées qui dominaient alors. Philippe-le-Bel, par sa résistance à Boniface VIII, Philippe-de-Valois, dans l'assemblée du clergé de 1329, maintinrent l'indépendance de leur couronne, à l'égard du pape, et leur domination temporelle sur le clergé français, déjà plus qu'à moitié vaincu par l'introduction des cas royaux et des appels comme d'abus.

Dans cette conjoncture grave, le peuple avait dû se prononcer, et le sentiment de ses véritables intérêts l'avait bien servi. Jugement que l'autorité royale, à-peu-près définie, limitée par les prérogatives de la noblesse et quelquefois contenue, valait mieux qu'un pouvoir dont la bizarre nature, compliquée de droit divin et de traditions miraculeuses, échappait à toute analyse, à tout contrôle efficace, il seconda ses vœux dans ce duel gigantesque qui se termina, vers le commencement du seizième siècle, par la défaite de l'Eglise.

Après la conquête, viennent les lois de la conquête. En cela, l'Eglise subit le sort ordinaire des vaincus, et elle, qui si longtemps avait foulé de son pied orgueilleux la tête des princes, qui avait été, donné des empires, poussé l'Occident sur l'Orient, qui troublait la terre dans ses vastes caprices; elle qui jusqu'alors n'avait connu d'autres lois que celles qu'elle avait bien voulu se donner, comme Dieu, dont la puissance ne saurait être bornée que par lui-même, dut enfin reconnaître qu'en France, il y avait un pouvoir supérieur au sien, et qu'il fallait obéir.

L'Eglise se trouvait alors dans une position difficile. Au moment même où l'universalité de sa puissance politique recevait de si rudes atteintes, son autorité spirituelle était violemment menacée par les prédications de Luther, réformateur foudroyant, qui enveloppait dans ses censures le dogme et les personnes. En présence de ce danger l'Eglise sentit le besoin de raffermir son unité de toutes parts ébranlée, et d'imposer à ses membres une discipline sévère qui fit cesser des abus trop justement signalés.

Cette mission fut confiée au Concile de Trente, dont les sessions ouvertes en 1545, se prolongèrent jusqu'en 1563, à travers les grands événements qui agitaient alors l'Europe.

Les actes de ce Concile forment le point de départ et la base de notre législation canonique actuelle. La partie de leurs dispositions qui concerne la nomination des évêques, leurs pouvoirs, et la juridiction ecclésiastique n'a point été reçue en France, parce qu'elle attribuait au Pape et aux prélats une suprématie incompatible avec l'indépendance de la couronne; l'autre partie, celle qui règle spécialement la discipline du clergé, c'est-à-dire les devoirs imposés aux prêtres dans l'exercice de leur ministère et dans la conduite de leur vie, est en pleine vigueur, et la loi organique du concordat du 18 germinal an X l'a expressément maintenue.

A partir du concile de Trente, la législation canonique prit en France un grand développement, et offrit un mélange frappant de force, de vigilance et de dignité.

Elle dut se proposer principalement ces trois choses :

Asservir complètement le clergé aux lois fondamentales de l'Etat; et donner au prince les moyens de prévenir ou de réprimer toute opposition de la part de l'Eglise aux actes du gouvernement.

Faire dépendre de conditions fixes les promotions à l'épiscopat, et constituer le clergé inférieur de telle sorte que, sauf les cas de déposition prévus par les canons, il fût complètement asservi de son indépendance et de son inamovibilité;

Environner les ministres du culte de protection et de respect, tout en leur imposant certains devoirs à remplir dans l'intérieur de la bonne administration de l'Eglise et pour le bien des fidèles.

Toutes les lois sur la constitution du clergé rentrent dans ces trois grandes divisions.

A la première se rapportent celles qui ont investi le souverain du droit de nommer les archevêques et les évêques (sauf l'exception canonique réservée au pape), droit précieux qui permet de défendre les dignités de l'Eglise qu'à des hommes déjà éprouvés par un long sacerdoce, et qui entretient la soumission aux lois par l'espérance des grâces, et celles qui défendent expressément au clergé, soit de former opposition aux ordonnances royales, soit d'imprimer et de publier des doctrines contraires aux maximes et théories de l'Eglise gallicane. Tels sont : l'ordonnance de Blois, de 1579, art. 1 à 65; l'édit de Melun, de février 1580, art. 1 à 34, et les arrêts du conseil des 10 novembre 1640 et 24 mai 1766, révoquant les précédents.

Ces mêmes ordonnances de 1579 et 1580, l'édit de décembre 1606 et celui d'avril 1695, déterminent les conditions de la promotion des archevêques, des évêques et des autres dignitaires de l'Eglise, c'est-à-dire l'âge, l'instruction, le grade requis, etc., et dans lequel l'institution canonique devra être obtenue, etc., et la déclaration du 29 janvier 1686 accorde aux curés le bienfait de l'indépendance, méconnu sous la restauration dans une circonstance mémorable, mais toujours existant par sa nécessité même.

La suprématie des évêques, à l'égard du clergé inférieur, le droit de surveillance, leurs différents pouvoirs, en ce qui concerne l'administration de l'Eglise, sont encore consacrés par les édits de 1579 et 1580; et afin que ces pouvoirs ne soient pas stériles, les derniers édit et celui de 1606 prescrivent l'exécution provisoire des ordonnances rendues par les évêques en matière de discipline, et la déclaration du 31 juillet 1710 assure également l'exécution des mandemens par eux publiés pour régler l'exercice du culte, et du 17 août 1700 leur permet de destituer leurs officiers et vicaires.

Enfin, les devoirs des évêques, c'est-à-dire l'obligation de résider, de visiter leurs diocèses à des époques déterminées, de maintenir l'exacte observation de la discipline ecclésiastique, de réprimer les abus, etc., etc., sont écrits dans la plupart des lois que nous venons de citer.

Cette législation si complète, dont je ne puis présenter qu'une analyse rapide, n'a jamais été entièrement abrogée.



constitution du clergé, promulguée en 1790, en avait adopté les principes, sauf qu'elle y avait introduit celui de l'élection. Du reste, nulle atteinte au pouvoir des évêques, nul changement dans la discipline ancienne.

La loi organique du concordat de l'an X, en rendant au chef du gouvernement la nomination des évêques et des curés, s'est appropriée une grande partie des dispositions des anciennes ordonnances que le rédacteur avait évidemment sous les yeux. Néanmoins, l'expérience a prouvé que cette loi est insuffisante; toutes les garanties n'y sont pas écrites, tous les cas n'y sont pas prévus; j'en citerai beaucoup d'exemples: il m'est difficile de dire que la loi du concordat est muette sur le délai dans lequel les évêques doivent, à peine de déchéance, rapporter l'institution canonique, sur l'exécution provisoire de leurs ordonnances et mandements, sur l'immovibilité des curés, etc., etc.

L'ancienne législation canonique est donc le complément indispensable de la loi du concordat; et elle conservera toute sa force jusqu'à ce qu'une loi nouvelle, embrassant cette vaste matière dans son ensemble et dans ses détails, abroge entièrement le passé.

WALKER, avocat.

## CHRONIQUE.

### DÉPARTEMENTS.

— On n'a pas oublié l'assassinat des époux Coutaud, à Gaillac, il y a deux ans. On sait que, déjà sept têtes sont tombées, que huit autres condamnations graves ont eu lieu, et que cette affaire doit revenir encore devant le jury, par suite de révélations qui ont fait arrêter quelques personnes. On assure que le contumax Darles, évadé dès le principe, vient d'être arrêté à la Martinique, et a été embarqué pour la France.

— Gandouin, ancien militaire, retiré à Lémère, près de Tours, vivait en assez mauvaise intelligence avec sa femme et l'un de ses enfants âgé de 14 ans. Ils habitaient une maison appartenant à Gandouin, et celui-ci avait dit, à plusieurs reprises, que ces dissensions de famille auraient une mauvaise fin, qu'il mettrait le derrière au feu de son fils, et brûlerait la cassine.

Ce sinistre projet a été réalisé, et est devenu l'objet des débats devant la Cour d'assises d'Indre-et-Loire, présidée par M. Lebez. Les déclarations du jeune Gandouin avaient d'abord fait peser sur la tête de son père, outre l'accusation d'incendie, celle de tentative de meurtre; mais la Cour royale d'Orléans a écarté ce second chef, et a renvoyé Gandouin devant les assises d'Indre-et-Loire, sous la seule prévention d'avoir lui-même mis le feu à sa maison.

Les débats de cette affaire ont présenté l'affligeant spectacle d'une femme accusant son mari, d'un fils accusant son père, d'un mari vomissant en pleine audience, contre son fils et sa femme, des injures que nous ne pouvons répéter.

Les dépositions des témoins sont tellement circonstanciées, tellement accusatrices, que les dénégations de Gandouin père, et les efforts qu'il fait pour rendre la moralité de tous suspects au jury, n'ont aucun succès.

Gandouin a été déclaré coupable avec des circonstances atténuantes, et la Cour l'a condamné aux travaux forcés à perpétuité.

— Deux enfants sont amenés devant le Tribunal correctionnel de Saint-Quentin. Rouey, âgé de 17 ans, en est à sa cinquième condamnation; Mignot, âgé de 14 ans, à sa troisième condamnation, et tous deux étaient à Montreuil-sur-Mer, au dépôt de mendicité. Ils refusèrent de travailler, on les y contraignit; mais ils s'unirent pour recouvrer leur liberté. Ils commencèrent, dans leur atelier même, un trou qui devait les conduire dans une cour attenante au jardin, et à force de persévérance, il y a huit jours, ils arrivèrent à leur but. Ils se cachèrent pendant la nuit à trois heures du matin, et parvinrent dans une des cours du dépôt. Grimper à une vigne, escalader un mur de 20 pieds, sauter dans le jardin, grimper sur un arbre, de là se précipiter sur le mur du jardin, escalader de nouveau le mur du jardin, fut l'affaire d'un instant, et à quatre heures du matin, nos deux vagabonds se trouvaient sur la route de Lafère et gagnant Renansart. Ils vécurent d'aumônes pendant la journée, et la nuit ils allèrent demander le coucher au maire de Renansart. Le maire n'y était pas; sa sœur leur donna à souper, et les coucha au-dessus de l'écurie.

Leur course de Montreuil à Renansart aurait dû leur procurer un profond sommeil, mais ils pensèrent au lendemain. Avant de se coucher, l'un d'eux avait aperçu un lit inoccupé dans l'écurie; Mignot trouva le plancher, se glissa dans l'écurie, Rouey le suivit et ils s'emparèrent de la blouse, du bonnet de coton du père, de 25 œufs, et disparaissent à cinq heures du matin; à quelque distance, ils voient une porte ouverte, et demandant la permission de faire cuire leurs œufs, la femme à laquelle ils s'adressent y consent, mais une si grande quantité d'œufs lui fait supposer un vol et elle leur refuse la table pour les manger: ils s'en vont à la première auberge et volent le couteau de l'aubergiste qui leur a donné du pain. Nos deux vagabonds, lestés de 25 œufs, couraient à travers champs: enfin le garde de Renansart parvint à s'emparer d'eux. Amenés à Saint-Quentin, puis à l'audience, ils ne démentent pas leur effronterie.

Rouey, qui avait d'abord reconnu être âgé de dix-sept ans, prétendait à l'audience n'en avoir que quinze, afin que la question de discernement fût posée. Son attente a été déçue: il a été condamné à dix-huit mois, et Mignot à un an de prison.

— On a amené dans les prisons de Bourg, un jeune garçon de 13 ans accusé, si l'on en croit la rumeur publique, d'un crime commis avec une férocité extraordinaire, sur un autre jeune garçon.

Jean-Marie Chevat, âgé de 13 ans, domestique à Bénay, avait eu une querelle avec Hippolyte Blanc, âgé de 11 ans; il lui annonça qu'il serait l'objet de sa vengeance.

Le 28, le cadavre du jeune Blanc a été trouvé horriblement mutilé, la tête était déchirée, un œil arraché et toutes les dents brisées. Quelle férocité précoce!

Les parents de la victime ont rencontré l'assassin encore couvert de sang et de cicatrices; il a refusé de répondre aux questions qui lui ont été faites, et s'est jeté sans vêtements au milieu des bois. La faim l'ayant ramené chez ses maîtres, il a été arrêté par la gendarmerie de Coligny.

— Debuene, jeune ouvrier relieur à Saint-Quentin, voulut briller au moins pendant un jour. Il s'adressa à un carrossier de la ville, M. Hembellé, et lui demanda, au nom de son maître, un beau cabriolet et un beau cheval, qui lui furent remis après quelques difficultés. Voilà notre jeune étourdi installé dans un fringant équipage et parti pour Guise, qu'il traverse deux fois sans s'arrêter, sans donner au cheval un seul petit picotin. De retour à Saint-Quentin, Debuene se trouve embarrassé du cheval, du cabriolet, et ne trouve rien de mieux à faire que d'abandonner l'un et l'autre au bas de la rue de l'Isle. A huit heures et demie du soir, Henri rencontra sa propriété, seule, sans guide, et regagnant tristement son écurie. Debuene avait oublié qu'il était l'ouvrier de Gosset, bon relieur et excellent gendarme; il avait pris le nom de Gosset, et au moment où il fut arrêté, il se rappelait bien sa course, mais ne se souvenait pas qu'il faut répondre à la justice des emprunts de nom, pour profiter du bien d'autrui. Quinze jours de prison, prononcés par le Tribunal correctionnel de Saint-Quentin, lui apprendront qu'il faut gagner le cheval et le cabriolet avant d'en faire usage.

### PARIS, 4 JUILLET.

M. le président de la Cour des pairs a écrit hier à M<sup>e</sup> Charles Ledru qu'Alibaud l'avait choisi pour défenseur.

M<sup>e</sup> Charles Ledru a répondu qu'il acceptait cette mission. Il s'est transporté ce matin à la Conciergerie, où il a conféré avec Alibaud. Toutes les pièces signifiées, notamment l'acte d'accusation publié ce matin par la *Gazette des Tribunaux* dans un numéro extraordinaire, ont été remises à l'avocat.

— On disait aujourd'hui à la Chambre des pairs que le procès de Louis Alibaud serait probablement reculé jusqu'à vendredi prochain, et terminé en une seule séance.

— M. Watelier (Pierre-Jean), ancien camarade d'Alibaud, dont nous avions annoncé l'arrestation dans notre numéro du 2 juillet, a été mis en liberté aussitôt après son premier interrogatoire.

— La nullité de la sous-location faite sans le consentement exprès et par écrit du propriétaire, quand il était requis par le bail, peut-elle être couverte par le silence prolongé du propriétaire? (Oui.)

C'est ce que vient de décider la cinquième chambre du Tribunal de la Seine dans les circonstances suivantes:

La dame Hermel exerçait l'état de lingère au passage du Pont-Neuf. Son propriétaire, le sieur Burger, lui avait imposé dans son bail, la défense de sous-louer dans son consentement exprès et par écrit, et la condition de rester responsable de la solvabilité du sous-locataire. Malgré cela, la dame Hermel a sous-loué aux demoiselles Pelgry, qui sont restées en possession des lieux depuis 1828, au vu et su du propriétaire qui leur a donné quittance en leur nom personnel depuis cette époque.

Elles ont fait faillite en 1831: la faillite n'était pas encore réglée, quand le sieur Devergennes, acquéreur du sieur Burger, imagina d'intenter une action en garantie contre la dame Hermel, précédente locataire, et de lui réclamer une somme de 4,000 fr., montant des loyers échus depuis 1831.

A cette demande, M<sup>e</sup> Thureau, avocat de la dame Hermel, opposait le silence de quatre années gardé par le propriétaire, et les poursuites exercées par lui contre les demoiselles Pelgry, qualifiées dans plusieurs exploits: *locataires verbales et sans bail*.

Malgré les efforts de M<sup>e</sup> Durand, de Saint-Amand, qui s'appuyait sur la clause formelle du bail, le Tribunal, considérant que le propriétaire avait renoncé implicitement à son recours contre la dame Hermel, l'a déclaré non recevable dans ses demandes.

— Le ministère public, près le Tribunal de simple police, vient de se pourvoir en cassation contre le jugement rendu le 2 de ce mois par M. Ancelle, en faveur des propriétaires riverains des rues et places nouvelles non pavées, et dont nous avons publié le texte dans notre numéro d'hier.

— Nous avons fait connaître, dans notre numéro du 27 juin, la réclamation adressée au conseil royal de l'instruction publique par M. Bravard, professeur à l'Ecole de droit, et par plusieurs étudiants

en droit, qui se plaignaient de ce que, contrairement à un arrêté rendu l'année dernière par le conseil, et à l'intérêt des études, la majorité des membres présents à l'assemblée de la Faculté avait cru pouvoir, cette année, refuser aux étudiants, alors même qu'ils avaient pris leur onzième inscription et passé leur troisième examen, le droit de tirer immédiatement le sujet de leur thèse.

Le conseil, faisant droit aux observations qui lui avaient été présentées par les réclamants, a décidé que « tout élève ayant pris sa onzième inscription et passé son troisième examen sera admis à tirer immédiatement la matière de la thèse qu'il aura à soutenir pour l'obtention du grade de licencié. »

Nous ne pouvons qu'applaudir à cette décision, qui met irrévocablement fin à un état de choses abusif, qui avait été justement réformé l'année dernière, et qu'on avait inconsidérément tenté de rétablir; et nous faisons des vœux pour que les Facultés de province soient admises à jouir du bénéfice de cette sage disposition.

— Une aventure assez étrange vient de se passer dans l'île Saint-Louis. Vers dix heures du soir, un particulier bien connu suivait dans un cabriolet de louage trois jeunes femmes dont la plus petite a quitté les deux autres près du pont.

L'inconnu et le cocher de cabriolet en descendant aussitôt, s'approchèrent de la jeune dame, qu'ils obligèrent à les suivre jusqu'au cabriolet stationné à peu de distance de là. Celle-ci non seulement refuse, mais elle appelle au secours en jetant des cris de désespoir.

Malgré sa résistance, le Monsieur la prend dans ses bras et la transporte dans le cabriolet, aidé du cocher. Dès qu'elle fut placée dans la voiture, le conducteur fouetta son cheval, qu'il dirigea vers la rue Mazarine. Pendant le cours du trajet, la jeune dame sembla demeurer docile aux exhortations de celui que l'on prenait généralement pour un ravisseur.

Parvenue au lieu de sa destination, la jeune dame descendit de voiture avec la personne qui l'avait amenée au domicile. A peine sont-ils entrés dans la maison, que trois jeunes enfants accourent et sautent au cou de l'homme et de la femme en s'écriant: « Papa, maman, ah! que votre absence nous a paru longue; » et ils se sont long-temps embrassés, sans qu'il fut possible aux personnes que la singularité de l'événement avait attirées de connaître le motif de la désunion momentanée des époux.

— L'empereur Nicolas a renvoyé devant un Conseil de guerre Nicolas Pawloff, employé au ministère de la guerre, pour assassinat commis sur le conseiller Apr-Jelew. Les débats ont établi que le prévenu avait conçu, depuis quelques années, une haine implacable contre le conseiller. Pour satisfaire sa vengeance d'une manière éclatante, il avait projeté de poignarder son ennemi le jour de son mariage; en effet, il alla chez le conseiller, où, ayant appris qu'il était à l'église pour célébrer la cérémonie, il s'y rendit de suite; mais n'ayant pu y pénétrer, il l'attendit à la sortie; aussitôt qu'il le vit sortir de l'église en donnant le bras à la mariée, il lui plongea son poignard dans la poitrine. Heureusement la blessure n'a pas été mortelle, et le conseiller a été parfaitement rétabli.

Par sentence du Conseil de guerre, le coupable a été privé de son rang et de sa noblesse, son épée lui a été cassée sur la tête en place publique, et il a été condamné ensuite aux travaux forcés en Sibérie.

— Le 2 de ce mois, nous avons cité les termes des actes employés par M. Sertorio Corte dans les nominations de chevaliers de l'Eperon-d'Or. Les témoins qui y sont nommés ont, en effet, certifié l'individualité d'un seul récipiendaire, qui avait l'honneur d'être connu d'eux; mais ils n'ont pas assisté M. Sertorio, qu'ils ne connaissent pas.

M. Pall aîné, lieutenant en second aux voltigeurs du 2<sup>e</sup> bataillon, 1<sup>re</sup> légion de la garde nationale de Paris, rue Sainte-Croix, n<sup>o</sup> 32, nous écrit qu'il n'est point la personne du nom de Pall, indiquée dans le même article comme ayant reçu l'ordre de l'Eperon-d'Or.

Nous rappellerons à ce sujet un fait qui est peut-être déjà oublié de nos lecteurs. L'abbé Ferrer, ce pauvre prêtre assassiné par ce Benito Perny, qui doit sous peu de jours expier son crime, voulait être aussi chevalier de l'Eperon-d'Or; il amassait un petit pécule pour s'en procurer le brevet, et c'est cette malheureuse somme qui a tenté la cupidité du meurtrier.

— Aujourd'hui mardi, à six heures un quart du soir, M. Robertson ouvrira un nouveau cours de langue anglaise par une leçon publique et gratuite, rue Richelieu, n<sup>o</sup> 47 bis.

— Le succès du *Magasin Pittoresque* va toujours croissant. Les éditeurs ont surpassé leurs promesses par le choix et la variété des vignettes et par le mérite de la rédaction. S'adressant au plus grand nombre sous la forme la plus simple, la plus intelligible, le *Magasin Pittoresque* n'en est pas moins à la hauteur des connaissances actuelles, de la science proprement dite, et justifie complètement la confiance de son grand nombre d'abonnés.

### Le Rédacteur en chef, gérant, BRETON.

— M. Aimé Paris ouvrira samedi 9 juillet, à sept heures du soir, un nouveau cours de *Mnémotechnie* ou l'art d'aider la mémoire et d'abréger toutes les études. On pourra souscrire chez M<sup>m</sup> Petit, rue Vivienne, n<sup>o</sup> 6, Mansut fils, rue des Mathurins-Saint-Jacques, n<sup>o</sup> 17, et à la salle des cours, rue Neuve-des-Petits-Champs, n<sup>o</sup> 36, le jour de l'ouverture de six à sept heures du soir. — Le cours de musique sera très-prochainement ouvert, ainsi que celui de sténographie.

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

(Loi du 31 mars 1833.)

D'un acte passé devant M<sup>e</sup> Maréchal et M<sup>e</sup> Grandier, son collègue, notaires à Paris, les 25 et 30 juin 1830, entre:

1<sup>o</sup> M. Armand-Jean-Michel Dutacq, directeur-gérant du journal *Le Droit*, demeurant à Paris, quai des Orfèvres, 40, gérant de la société du journal *Le Siècle*, dont il sera ci-après parlé, d'une part;

2<sup>o</sup> M. Alexandre-Auguste Ledru-Rollin, avocat, demeurant à Paris, quai de l'Ecole, 8;

3<sup>o</sup> M. Félix Carlier, avocat, demeurant à Paris, rue de l'Arbre-Sec, 22;

4<sup>o</sup> Louis-Xavier Fauchon de Frangeville, propriétaire, demeurant à Paris, quai de l'Ecole, 8;

5<sup>o</sup> M. Michel Legentissel, propriétaire, ancien notaire, demeurant à Paris, place Royale, 3.

5<sup>o</sup> M. Patris, propriétaire du journal du Palais, demeurant à Paris, rue du Harlay-Dauphine;

7<sup>o</sup> M. Prosper Guilleminot aîné, ancien administrateur du journal du Commerce et du Messager, demeurant à Paris, rue de Provence, 19.

Actionnaires commanditaires de ladite société, d'une autre part;

Il résulte de ce qui suit:

Article 1<sup>er</sup>. Une société commerciale est formée entre M<sup>e</sup> Dutacq, d'une part;

2<sup>o</sup> Les autres comparans susnommés et les personnes qui adhéreront ultérieurement aux

statuts en souscrivant des actions, d'autre part.

Art. 2. Au moyen des souscriptions faites par les commanditaires susnommés, la société est dès maintenant définitivement constituée.

Art. 3. La société a pour objet la rédaction, la publication et l'exploitation d'un journal quotidien, politique, littéraire et d'économie sociale, ayant pour titre: *LE SIÈCLE*.

Ce journal sera publié dans le format actuel des grands journaux: *Débats, Constitutionnel, Quotidien, Droit*, au prix de 40 fr. d'abonnement annuel pour Paris, et de 48 fr. pour les départements.

Art. 4. La durée de la société est fixée à 15 années, qui ont commencé à courir du 15 juin 1836.

Art. 5. La société se compose: d'un gérant-responsable et d'associés commanditaires.

Art. 6. Elle est en nom collectif à l'égard de M. Dutacq, gérant de la société, et en commandite en ce qui concerne les souscripteurs d'actions.

Art. 7. Sa dénomination est: *Société du journal LE SIÈCLE*.

Art. 8. La raison sociale est: *Armand Dutacq et compagnie*.

La signature sociale porte les mêmes noms; elle sera précédée des mots: *Pour la société du journal LE SIÈCLE*.

Art. 9. Le siège de la société est fixé à Paris, au bureau du journal, rue et hôtel Lafitte, 19. Il pourra être changé si le gérant le juge convenable dans l'intérêt de la société.

Art. 10. M. Dutacq est gérant-responsable en ce qui concerne la société.

Il a la signature sociale; mais il ne peut l'employer que pour les affaires de la société.

Art. 11. Les actionnaires commanditaires ne seront dans aucun cas engagés au-delà du montant de leurs actions, ni soumis à aucun appel de fonds.

Ils ne seront jamais tenus de rapporter les intérêts, dividendes ou capitaux qu'ils auraient touchés.

Art. 12. Le fonds social se compose de la somme de six cent mille francs divisée en trois mille actions de deux cents francs chacune.

Art. 13. Les actions forment une seule série. Elles sont numérotées de 1 à 3,000. — Elles portent un timbre particulier à la société et la signature sociale.

Art. 14. Les actions sont nominatives ou au porteur. — Elles pourront être converties ultérieurement en l'une ou en l'autre forme, au choix des souscripteurs ou de leurs cessionnaires. Elles seront extraites de registres à souches qui resteront déposés provisoirement entre les mains de M<sup>e</sup> Maréchal, l'un des notaires de la société.

Les registres à souches seront rétablis au siège de la société lorsque toutes les actions en auront été détachées.

Art. 15. 500 actions, formant 100,000 fr., resteront à la souche, et ne pourront être émises que pour les besoins éventuels de la société et en vertu d'une délibération prise par la majorité des actionnaires.

Art. 16. 500 actions, formant 100,000 fr., appartiennent au gérant, et lui sont délivrées à ti-

tre de fondateur et de bailleur de fonds, tant pour lui personnellement que pour autres personnes qui ont contribué à la fondation du journal, ou qui doivent coopérer au succès de la société: actions qu'il pourra distribuer pour le mieux de la société, sans qu'il puisse jamais être tenu de rendre aucun compte de l'emploi desdites actions. Il est bien entendu qu'au moyen de cette attribution aucune des sommes employées jusqu'à ce jour dans l'intérêt de cette affaire en frais divers, en impressions, prospectus, correspondance, indemnité de voyages, ne pourra être répétée contre la société, qui en demeure quitte et libérée.

Art. 17. Les 2,000 actions restantes, formant 400,000 fr., sont émises dès à présent, et leur prix sera employé aux opérations de la société.

Art. 18. Chaque action donne droit:

1<sup>o</sup> A un intérêt de 6 pour 100 par an sans retenue payable aux actionnaires au domicile de l'administration, par semestre, les 15 janvier et 15 juillet de chaque année.

Le premier paiement aura lieu le 15 janvier 1837, et il comprendra toute la portion de temps courue depuis le versement de chaque action jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1837; le second paiement sera effectué le 15 juillet suivant, pour ainsi continuer de six mois en six mois;

2<sup>o</sup> A un dividende proportionnel dans la répartition des bénéfices;

3<sup>o</sup> A une part proportionnelle dans le fonds de réserve de la société;

4<sup>o</sup> Au remboursement du capital nominal

dans les conditions et de la manière ci-après fixées;

5<sup>o</sup> A un droit de propriété de l'actif de la société, même après le remboursement du capital, et à une part proportionnelle dans les valeurs de la société lors de la liquidation;

6<sup>o</sup> A la réception gratuite d'un exemplaire du journal pendant six mois.

Art. 19. Le paiement des intérêts et des bénéfices sera fait par la société au titulaire ou au détenteur du titre de l'action, et la société en sera valablement libérée par l'estampille par elle apposée sur le titre de l'action.

Art. 20. L'exemplaire du journal ne sera adressé qu'aux actionnaires qu'à compter du jour où ils en auront fait la demande, appuyée de leurs actions.

La société constatera immédiatement sur les actions qu'elle est libérée de cette charge, et elle remettra un titre particulier qui indiquera le commencement et la durée de l'envoi du journal.

Art. 21. Les commanditaires soussignés et tout actionnaire porteur d'actions représentant une valeur nominale d'au moins 2,000 fr., auront d'assister aux assemblées générales d'actionnaires et de faire partie du conseil de surveillance de la commandite.

Art. 22. Chaque somme de 2,000 fr. en actions, d'après la valeur nominale, donnera droit à une voix, sans dépendant qu'un actionnaire puisse avoir plus de vingt voix, soit que le nombre des actions dont il serait propriétaire ou qu'il représenterait.

Art. 23. Les actionnaires ne pourront assister



aux assemblées générales ni faire partie du conseil de surveillance, qu'en justifiant de leurs droits par la représentation des titres en leur nom ou des actions dont ils sont porteurs.

Ils devront faire le dépôt de leurs actions au moins 3 jours avant la réunion dans les mains du caissier de l'administration, qui en délivrera un récépissé visé par le gérant.

Ce récépissé leur servira de carte d'admission à l'assemblée générale.

Art. 24. Les héritiers ou ayants-cause d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, faire apposer aucun scellé, former aucune opposition, exiger aucun inventaire, ni provoquer aucune liquidation, lors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou autres incapables; ils devront s'en rapporter aux comptes annuels et se contenter des dividendes tels qu'ils auront été fixés pour les autres actionnaires.

Art. 25. Tout soumissionnaire ou propriétaire d'une ou plusieurs actions sera, par ce fait, censé avoir adhéré purement et simplement au présent acte et à toutes les stipulations qu'il renferme, comme s'il avait fait un acte formel d'adhésion; et il sera en conséquence obligé d'exécuter toutes les conditions.

Art. 26. Les souscriptions d'actions seront reçues: 1° Aux bureaux de l'administration du journal; 2° En l'étude de M. Maréchal, notaire; 3° En l'étude de M. Granddier, notaire;

Art. 27. Tout porteur d'action nominative devra indiquer son domicile au talon de son action sur les registres; et faire, s'il n'habite pas Paris, élection de domicile dans cette dernière ville.

Art. 28. Le montant intégral de chaque action sera, dans la huitaine de la souscription, chez M. Maréchal, notaire, chargé de délivrer immédiatement les actions.

Art. 29. M. Maréchal, notaire, versera les fonds qui lui auront été déposés chez M. Delamarre-Martin-Didier, banquier de la société.

Art. 30. Faute par le souscripteur de payer son action et huit jours après une sommation infructueuse, ladite action fera retour à la société; les sommes payées à compte seront, dans ce cas, acquises à la société; cependant le gérant pourra poursuivre par toutes voies de droit le paiement.

Art. 31. Les actions seront immédiatement transmissibles par un transfert ou simple endossement pour les actions nominatives; par la seule tradition du titre pour les actions au porteur.

Art. 32. Le transfert ou l'endossement ne donnera lieu à aucun recours de garantie contre le cédant.

Art. 33. La transmission d'une action emporte de plein droit la cession de tous intérêts et dividendes échus et non payés.

Art. 34. Le cessionnaire d'une action nominative devra indiquer au gérant la transmission de propriété et son domicile réel ou élu à Paris. Jusqu'à l'indication du nom du cessionnaire ou d'un nouveau domicile, les convocations seront valablement faites au cédant et à l'ancien domicile.

Art. 35. La société est gérée et administrée par M. Dutacq dans les formes et limites ci-après tracées.

Art. 36. Dans toutes les opérations qui pourront concourir à la prospérité de la société, M. Dutacq est autorisé à arrêter toutes conventions, tous traités, marchés et transactions sous la signature sociale, et spécialement à négocier l'emprunt du cautionnement, à pourvoir aux frais de gestion de la société, ainsi qu'aux frais de rédaction, de publication et d'exploitation du journal.

Art. 37. La société ne peut faire ses opérations qu'au comptant. En conséquence, le gérant ne peut engager par la création, souscription ou endossement d'aucuns billets, lettres de change, mandats, etc. Toutefois, il a le droit de signer ou endosser tous mandats de recouvrement, d'abonnements et d'annonces, et tous effets remis à la société en paiement de sommes à elle dues.

Art. 38. M. Dutacq peut s'adjoindre un ou plusieurs co-gérants et associés.

Art. 39. Il peut se faire représenter par des mandataires sous la responsabilité de droit.

Art. 40. Il peut céder ses qualités à un ou plusieurs gérants d'une solvabilité et d'une moralité reconnues, et les subroger dans ses droits actifs et passifs; dans ce cas, ses obligations passent sur la tête de ses cessionnaires.

Art. 41. L'adjonction de gérants ou les remplacements ci-dessus autorisés ne peuvent créer de charges nouvelles pour la société.

Art. 42. L'acte qui contiendra ces nominations et changements sera publié conformément à la loi.

Art. 43. Le gérant a dans ses attributions la surveillance et la direction en général, non seulement du personnel administratif de la société, de l'impression et de la distribution du journal, mais aussi le contrôle de la rédaction du journal.

Art. 44. Le décès, la retraite ou tout autre empêchement de M. Dutacq, n'entraînera pas la dissolution de la société et n'apportera aucun changement aux statuts; mais, s'il y a lieu à remplacement, il y sera pourvu dans la quinzaine par l'assemblée générale, convoquée extraordinairement à cet effet, à la diligence des surveillants. Dans ce dernier cas, les convocations à court délai et délibérations seront valables, nonobstant ce qui est stipulé art. 80 et 84 ci-après.

Art. 45. Le gérant n'a droit à aucune prime et remise sur le produit des abonnements et des annonces, ni sur aucune autre recette de la société.

Art. 46. Il est alloué à M. Dutacq, en sa qualité de gérant et pour tout le temps qu'il en exercera les fonctions, la somme fixe et annuelle de 6,000 fr. payables par douzièmes. Il est bien entendu que M. Dutacq recevra, comme les autres actionnaires, les intérêts et le dividende attribués aux actions dont il serait propriétaire.

Art. 47. La société sera garantie des faits de

l'administration de M. Dutacq par un cautionnement de 40,000 fr. Ce cautionnement, s'il est en argent ou rentes sur l'Etat, sera déposé à la caisse des dépôts et consignations ou au Trésor. S'il est en actions de la société, ces actions seront inaliénables pendant tout le cours de sa gestion. Elles resteront entre les mains du notaire de la société, avec mention de la cause d'inaliénabilité temporaire. La société aura et conservera sur ce cautionnement tous les droits et privilèges attribués par la loi aux créanciers gagistes.

Art. 48. Les gérants que M. Dutacq pourrera s'adjoindre devront également fournir à la société un cautionnement de garantie de leur gestion. Ce cautionnement sera fourni dans les proportions de celui ci-dessus fixé.

Art. 49. La comptabilité comprend, outre les livres ordinaires, des registres spéciaux pour les abonnements et les annonces.

Art. 50. Les livres seront tenus en partie double, sous la direction de M. Dutacq; ils seront cotés et paraphés, conformément au Code de commerce.

Art. 51. M. Dutacq sera tenu d'envoyer tous les jours, aux membres du conseil de surveillance, un bulletin quotidien de situation présentant le mouvement du papier, du timbre, des abonnements, et les sommes payées et celles entrées en caisse, afin qu'ils puissent ainsi, sans déplacement, exercer un contrôle journalier.

Art. 52. Toutes dépenses et paiements faits au nom de la société seront justifiés par des reçus et quittances. Toutefois, il est entendu qu'à l'égard des menues dépenses, il en sera suffisamment justifié par les inscriptions sur les livres de la société, avec indication des causes des paiements.

Art. 53. M. Dutacq arrêtera chaque année, le 1er juillet, et pour la première fois, à cette époque de l'année 1837, l'inventaire général et les comptes de la société, pour être soumis à l'examen des surveillants et à l'approbation de l'assemblée générale dans le mois suivant.

Art. 54. Tous les manœuvres de fonds seront faits par un caissier.

Art. 55. Le caissier fournira un cautionnement qui sera fixé par le gérant.

Art. 56. Le caissier sera choisi par le gérant, qui fixera ses appointements. Il pourra être changé.

Art. 57. Le caissier ne pourra faire aucun paiement sans le vu bon du gérant.

Art. 58. Toute somme excédant celle estimée nécessaire aux besoins journaliers du service, devra être versée chez le banquier de la société.

Art. 59. Le caissier ne pourra retirer aucune somme de chez le banquier sans un mandat signé du gérant.

Art. 60. M. Dutacq pourra choisir, s'il le juge convenable, un ou plusieurs gérants-ressortables du journal. Ils changeront et remplaceront à son gré.

Art. 61. Le gérant surveillera et dirigera la rédaction du journal. Il signera en minute chaque numéro, et, en général, satisfera aux lois, ordonnances et règlements sur la presse.

Art. 62. Le cautionnement de 33,333 fr. 33 c., que le gérant-responsable devra verser au Trésor en son propre et privé nom, aux termes de nouvelles lois sur la presse, pourra être fourni par la société.

Dans ce cas, il sera dressé un acte notarié constatant le prêt fait par la société. Par ce même acte, le gérant-responsable fera le transport immédiat de cette somme au profit de la société; mais le transport ne sera signifié au Trésor que lorsqu'il conviendra à la société de rentrer dans ce capital, ou de le porter sur la tête d'un nouveau gérant responsable.

Art. 63. Si le cautionnement du journal est fourni par M. Dutacq, ce cautionnement se confondra dans celui qu'il doit fournir comme gérant de la société.

Art. 64. Il est créé un conseil de surveillance de la commandite, qui se composera de trois actionnaires porteurs chacun d'au moins 2,000 fr. d'actions.

Art. 65. Ce conseil s'assemblera le premier lundi de chaque mois sous la présidence du possesseur du plus grand nombre d'actions, ou, à nombre égal, du doyen d'âge.

Art. 66. Il a pour mission: 1° de faire au gérant les observations qu'il croit utiles, le gérant conservant toutefois et assumant seul la responsabilité légale et civile de l'opération; 2° de surveiller les actes du gérant, qui sera tenu de lui représenter les livres et les pièces comptables à l'appui toutes les fois qu'il le demandera; 3° de vérifier les inventaires et comptes annuels qui devront lui être remis par le gérant, vingt jours au moins avant l'époque fixée pour l'assemblée générale des actionnaires, avec toutes les pièces à l'appui; 4° de présenter un rapport sur les comptes à l'assemblée générale, de les arrêter et d'en poursuivre le redressement, conformément aux instructions qu'il recevra des actionnaires; 5° enfin de convoquer l'assemblée générale des actionnaires toutes les fois qu'il le croira nécessaire aux intérêts de la société.

Art. 67. Les surveillants seront élus en assemblée générale des actionnaires à la majorité des suffrages. Ils seront acceptés par le gérant, si non, son refus sera motivé et soumis à la décision d'arbitres conformément à l'art. 105 ci-après. Ils pourront être réélus. Le gérant ne votera pas pour l'élection des membres du conseil de surveillance. Les fonctions de membres du conseil de surveillance dureront un an et cesseront après la présentation annuelle et l'approbation des comptes.

Art. 68. Ils devront conserver chacun 2,000 fr. d'actions pendant toute la durée de leurs fonctions. Ils les déposeront aux mains du notaire de la société.

Art. 69. Ils auront le droit de se démettre de leurs fonctions en prévenant trois mois à l'avance; mais ils devront les continuer jusqu'à leur remplacement.

Art. 70. Leurs fonctions seront gratuites; mais chaque fois qu'ils se réuniront, ils auront droit à un jeton de présence. La valeur du jeton

sera de 20 fr. En cas d'absence de l'un des membres, ceux présents se partageront entre eux les trois jetons mensuels.

Art. 71. LE SIECLE est consacré à la défense des principes de souveraineté nationale, de monarchie représentative, d'égalité et de liberté proclamés par les deux révolutions de 1789 et de 1830. Il en réclamera toutes les conséquences, sans sortir du cercle tracé par la constitution existante, qui, franchement exécutée, et largement interprétée, suffit à tous les besoins moraux et matériels du pays. Il admet franchement et sans arrière-pensée le système politique contenu dans la Charte de 1830 comme étant la véritable expression des vœux et des intérêts de la France. Il s'efforcera d'obtenir, par les voies légales et par un appel persévérant à l'opinion publique, la réforme de nos institutions politiques, sur la double base de la capacité, comme titre réel aux fonctions sociales, et de l'intérêt général, comme seule règle de leur exercice.

Art. 72.—Le SIECLE publiera chaque jour un feuilleton qui comprendra dans son cadre tout ce qui, hors du cercle de la politique, peut être susceptible d'intéresser le lecteur, le savant, l'artiste, l'industriel, l'agronome, le spéculateur, le simple curieux même. En voici les principales divisions: — littérature nationale; — théâtre; — littératures étrangères; — sciences morales, philosophie, histoire, géographie politique, archéologie, numismatique, législation, biographie, statistique, etc.; — sciences physiques; — beaux-arts; — cours publics, concours académiques, etc.; — voyages; — variétés, poésies, tableaux de mœurs, contes, nouvelles, etc.; — mélanges, nouvelles littéraires, artistiques, théâtrales, scientifiques, industrielles, etc.; en un mot, susceptibles d'instruire, d'amuser ou d'intéresser.

Quant aux doctrines qui serviront de base à la critique du SIECLE, elles peuvent se résumer en ces simples termes: louer le bon, blâmer le mauvais, sans acception de genre ni d'école.

Art. 73. La rédaction en chef du journal est confiée à M. H. Guillemot, ancien rédacteur du Journal du Commerce et du Messager, pour la partie politique. Et à M. Louis Desnoyers pour la partie littéraire.

Art. 74. Le choix de tous rédacteurs appartient à chacun d'eux dans sa spécialité. MM. Guillemot et Louis Desnoyers auront, chacun dans sa spécialité, la surveillance ou la rédaction de tous les articles du journal.

Art. 75. Pour le cas de maladie ou d'empêchement constaté des rédacteurs en chef, ils pourront se faire suppléer par un rédacteur de leur choix.

Art. 76. Il y aura un conseil supérieur de surveillance de la rédaction, composé des rédacteurs en chef et des hommes les plus éminents dans la littérature, les sciences, l'industrie, etc. Le choix des membres de ce conseil appartient au gérant de la société et aux rédacteurs en chef.

Art. 77. L'assemblée générale sera présidée par l'actionnaire propriétaire du plus grand nombre d'actions, présent en personne, ou, sur son refus, par celui qui serait par lui propriétaire du plus grand nombre d'actions; en cas de concurrence, le plus âgé l'emportera. Les fonctions de secrétaire seront remplies par le plus jeune des actionnaires présents; et sur son refus il serait remplacé par celui qui le précéderait d'âge.

Art. 78. Il y aura une assemblée générale, au siège de la société, le 1er septembre de chaque année, ou le lendemain si c'est un jour férié.

Des assemblées extraordinaires seront également convoquées toutes les fois que le gérant les requerra ou qu'elles lui seront demandées par les surveillants.

Art. 79. L'assemblée générale aura pour objet: 1° d'entendre le rapport du gérant sur la situation matérielle et morale de l'entreprise; 2° d'entendre le rapport des surveillants sur les comptes du gérant; 3° d'arrêter les comptes du gérant; 4° de prononcer sur les cas de toute nature qui lui seront soumis et seront de sa compétence.

Art. 80. Les porteurs d'actions nominatives seront convoqués par lettres circulaires du gérant chargées à la poste et adressées aux actionnaires à leurs domiciles élus à Paris vingt jours au moins avant le jour fixé pour la réunion. Les lettres de convocation indiqueront le but de la réunion, les matières qui seront soumises à la délibération des actionnaires, et rappelleront textuellement les dispositions de l'article 84 ci-après. Les propriétaires d'actions au porteur seront prévenus de la réunion par deux annonces insérées au moins quinze jours à l'avance dans le journal Le SIECLE et dans les journaux ci-après: Le Droit, journal des Tribunaux; le journal général d'affiches (Petites Affiches).

Art. 81. Les délibérations seront prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante. Le gérant ne participera pas aux délibérations ayant pour objet l'arrêté des comptes.

Art. 82. Les actionnaires absents ou empêchés pourront se faire représenter par un mandataire spécial pris parmi les actionnaires; la femme séparée de biens pourra se faire représenter par son mari. Les mineurs émancipés pourront être présents aux délibérations et y auront voix délibérative.

Art. 83. En cas de mort d'un actionnaire, ses héritiers ou ayants-cause ne peuvent assister aux assemblées et délibérations de la société; mais ils ont le droit d'y figurer par un seul d'entre eux ou par un actionnaire, fondé l'un ou l'autre de leurs pouvoirs à cet effet.

Art. 84. L'assemblée générale ne pourra délibérer que dans le cas où les actionnaires délibérants représenteront les deux tiers des actions émises. Dans le cas contraire, l'assemblée générale s'ajournera à quinzaine, et dans l'interval le sera fait de nouvelles convocations, en indiquant les motifs de l'ajournement. L'assemblée générale ainsi convoquée pourra délibérer, quel que soit le nombre des actions représentées par les actionnaires présents.

Art. 85. Il sera tenu un registre des délibérations des assemblées générales; toutes les délibérations devront constater le nom des actionnaires présents et le nombre des actions dont ils sont porteurs.

Les procès-verbaux des délibérations seront signés par le président et le secrétaire de l'assemblée, et par deux ou au moins des surveillants.

Art. 86. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires: en conséquence, toutes les délibérations par elle prises dans la forme ci-dessus déterminée seront obligatoires pour chacun d'eux.

Art. 87. Lorsque tous les frais de premier établissement et autres relatifs à la fondation du journal auront été prélevés sur les sommes provenant de l'émission des actions, le surplus formera l'excédant du capital disponible. Cet excédant fera partie du fonds de réserve.

Art. 88. Les revenus de la société se composent: 1° du produit des abonnements; 2° du produit de la vente des feuilles; 3° du produit des insertions et annonces; 4° des intérêts du cautionnement; 5° des intérêts des sommes déposées chez le banquier de la société; 6° des arrérages des rentes acquises avec le fonds de réserve; 7° des bénéfices d'opérations accessoires; 8° et généralement de tous les bénéfices de la société.

Art. 89. Le fonds de réserve se forme: 1° de l'excédant du capital social sur les frais de fondation; 2° d'un prélèvement de 50 p. 0/0 sur les bénéfices annuels.

Art. 90. Le fonds de réserve ne pourra s'élever au delà de 100,000 fr.

Art. 91. Le fonds de réserve, jusqu'à concurrence de ces 100,000 fr., sera placé en rentes sur l'Etat, au nom de la société, par les soins du gérant. Ce qui excédera 100,000 fr. sera affecté au remboursement des actions, ainsi qu'il sera stipulé ci-après. Néanmoins ce remboursement n'aura lieu que lorsque la somme disponible s'élèvera au moins à 50,000 fr.

Art. 92. Quant aux 100,000 fr. de réserve, le gérant pourra, sur l'avis de conseil de surveillance de la commandite, les employer en tout ou en partie: 1° à parer aux charges imprévues; 2° à augmenter le nombre des abonnements; 3° à augmenter la clientèle d'annonces; 4° à rembourser le cautionnement de 100,000 fr. s'il a été fourni par des tiers; 5° à faire des publications accessoires.

Art. 93. Les frais de fondation consistent dans les frais d'acquisition des objets mobiliers et du matériel nécessaire à l'exploitation du journal; en frais d'actes et publications; en frais d'impression et distribution de prospectus, de spécimens, de premier numéro et de journaux; en frais d'affiches, d'annonces, de correspondance, de voyages et de négociation; dans le montant du cautionnement à verser au Trésor, si la société ne le fait pas verser par des tiers; dans la perte des journaux envoyés gratuitement aux actionnaires; enfin dans les frais extraordinaires de rédaction pour la première année de publication.

Art. 94. Les charges annuelles de la société se composent: 1° des frais de loyers et impôts, frais de bureau, chauffage et éclairage, renouvellement et entretien du mobilier; 2° du traitement du gérant de la société; 3° du traitement du rédacteur en chef; 4° des frais et honoraires de rédaction en général, se composant notamment de traitements mensuels et d'articles payés à la colonne d'après un tarif dressé qui sera communiqué aux surveillants; 5° des appointements d'un administrateur, du caissier, du teneur de livres, du chef de la correspondance, du chef du départ, des commis aux abonnements et aux annonces, des gages des garçons de bureau et salaires des gens de service; 6° des intérêts à payer aux actionnaires et des jetons de présence; 7° des intérêts et prime du cautionnement de 100,000 fr. exigé par la loi du 9 septembre 1835; 8° des frais d'achats de papier, timbre, composition, impression, distribution, port et affranchissement du journal; 9° de la perte des journaux envoyés gratuitement aux correspondants, aux rédacteurs, et pour échange; des frais d'abonnement aux journaux français et étrangers; 10° et généralement de toutes les dépenses et charges non prévues, relatives à la rédaction, à la publication et à l'exploitation du journal.

Les articles 95, 96 et 97, sont consacrés au budget des recettes et dépenses.

Art. 98. Les bénéfices nets se composeront de la somme restant libre après le prélèvement des frais de rédaction et d'administration, des intérêts du capital, et généralement de toutes les dépenses qu'entraînera l'exploitation de l'entreprise, de quelque nature qu'elles soient. Ces bénéfices seront partagés comme il suit:

50 pour cent, attribués au fonds de réserve, et 50 pour cent sont distribués aux actionnaires à titre de dividende.

Le gérant fera répartir aux actionnaires, dans le mois de l'arrêté de son compte, par l'assemblée générale, le dividende attribué à chaque action.

Art. 99. Les sommes disponibles sur le fonds de réserve seront affectées au remboursement immédiat et intégral des actions. Le remboursement aura lieu au cours nominal de 200 fr. par action, et par portions qui ne pourront être moindre de 20 fr.

Art. 100. L'action remboursée, en partie ou totalité, conservera tous ses autres droits. Il sera fait mention des paiements sur un registre particulier et sur l'action.

Art. 101. Huit mois avant l'expiration de la société, il sera convoqué une assemblée générale à l'effet de délibérer sur l'opportunité d'une prolongation de la durée de la société, et, dans le cas où cette prolongation ne serait pas adoptée, il sera procédé, dans les deux mois suivants, à l'adjudication aux enchères, pardevant les notaires de la société, et après l'observation des formalités accoutumées, de tout ce qui compose le fonds social, pour, par l'adjudicataire, entrer en jouissance à l'expiration du temps pour lequel la société est formée.

Art. 102. Si pendant le cours de la société, il arrivait qu'elle fût en perte de deux tiers du

capital social; si, durant trois années consécutives, les bénéfices ne permettaient pas de payer aux actionnaires l'intérêt de leurs actions, la dissolution de la société pourrait être prononcée par l'assemblée générale, soit à la demande du gérant, soit à la demande d'actionnaires ayant un tiers des actions.

Art. 103. En cas de dissolution de la société par suite de l'expiration du temps de la durée, la liquidation sera faite par le gérant, qui, de plein droit, pourra aliéner, soit à l'amiable, soit aux enchères, tout ce qui compose le fonds social, toucher le prix des ventes, faire tous traités, transactions, compromis, enfin tous les actes nécessaires pour réaliser l'actif social et compléter la liquidation. Les actionnaires devront remettre leurs actions au liquidateur dans le mois qui suivra le dernier des avis publiés dans les journaux; faute de ce faire dans ce délai, ils seront forcés, et leurs actions seront annulées au profit de la société. Cette liquidation sera terminée dans le plus bref délai. Les emoluments du liquidateur seront fixés par les actionnaires en assemblée générale. Il est bien entendu que dans les pouvoirs du liquidateur entrent ceux de continuer toutes opérations de l'entreprise jusqu'à la vente, qui devra avoir lieu dans le plus court délai.

Art. 104. Si la dissolution a lieu par suite de la perte du fonds social, ou par le défaut de bénéfices suffisants, le mode à suivre pour la vente du matériel et pour la liquidation sera déterminé par les actionnaires réunis en assemblée générale.

Art. 105. En cas de difficultés ou contestations pour faits relatifs à ces présentes, à leur exécution ou interprétation, elles seront jugées par trois arbitres-juges choisis par les parties, ou faute par elles de s'entendre, nommés par le Tribunal de commerce de la ville de Paris. Ces arbitres jugeront en dernier ressort comme amiables compositeurs.

Art. 106. Il y aura un conseil judiciaire qui sera consulté sur la rédaction de tous traités et marchés; sur tous procès à intenter ou à défendre; enfin, dans tous les cas importants où son avis sera jugé nécessaire.

Art. 107. Le conseil est composé de: 1° M. Crémieux, avocat aux Conseils du Roi et à la Cour de cassation; 2° M. Odilon Barrot, avocat à la Cour royale de Paris, membre de la Chambre des députés; 3° M. Ledru-Rollin, avocat à la Cour royale de Paris rédacteur en chef du journal Le Droit et du Journal du Palais; 4° M. Pinard, avocat à la Cour royale de Paris; 5° M. Tardieu, avocat à la Cour royale de Paris; 6° M. Charles Boudin, avocat au Tribunal de première instance de la Seine; 7° M. Durmont, agréé au Tribunal de commerce de Paris.

Art. 108. La société a deux notaires, un banquier et un agent de change. MM. Maréchal et Granddier sont nommés notaires de la société. M. Delamarre-Martin-Didier est nommé banquier de la société. M. Billaud est nommé agent de change de la société.

Art. 109. Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure à Paris. Quant aux souscripteurs, ils devront élire domicile à Paris, faute de quoi, domicile attribué de juridiction aura lieu de plein droit, pour tout ce qui concerne la société, au siège de l'administration, à Paris.

Art. 110. Tous pouvoirs sont donnés à M. Dutacq pour remplir les formalités légales.

Signé: MARÉCHAL, notaire, GRANDDIER, notaire.

D'un acte sous signature privées, fait double à Rouen, le 20 juin 1836, enregistré à Paris, le 4 juillet 1836, par Chambert, qui a reçu 5 fr. 50 c.

L'appert, Qu'une société en nom collectif est formée entre MM. Justin GUICHARD, voyageur de commerce, demeurant à Lyon, port du Temple, n° 45, d'une part; et Jean-Joseph MOCCAND, fabricant de chapeaux, demeurant à Rouen, rue de la Croix de Fer, n° 17, pour l'exploitation d'une maison de commerce de fouritures pour la chapellerie.

Le siège social est fixé à Paris, rue Ste-Avoie, n° 30.

La raison sociale est GUICHARD et MOCCAND.

Les deux associés auront indistinctement la gestion et la signature sociale qui seule sera obligatoire pour la société.

La société doit commencer le 1er octobre 1836.

Sa durée est fixée à neuf ans, avec faculté de la dissoudre à l'expiration des six premières années, à charge de se prévenir au moins un an avant.

Par acte passé devant M. Foucher et son collègue, notaires à Paris, le 10 juin 1835, M. Charles-Gabriel PRAVAZ, docteur en médecine, demeurant au château de la Muette, à Passy, près Paris, et M. Jules GUERIN, docteur en médecine, demeurant à Paris, rue Poissonnière, n° 5, ont déclaré dissoudre, à partir du 10 juin 1835, la société en nom collectif établie entre eux par acte passé devant M. Foucher et son collègue, le 6 mai 1834, pour la fondation de l'Institut orthopédique de Paris, dont le siège est au château de la Muette, à Passy.

Foucher.

AVIS DIVERS.

ONZE ANNÉES DE SPÉCIALITÉ.

Ancienne Maison de Foy et C<sup>e</sup>, r. Bergère 17.

MARIAGES

Cet établissement, si utile à la société, est le SEUL en France, consacré spécialement pour les négociations des mariages. (Affranchir.)

BOURSE DU 4 JUILLET.

A TERME.

5 % comptant... 108 70 108 80 108 70 108 75

— Fin courant... 108 90 109 — 108 90 108 95

— Esp. 1831 compt... — — — — —

— Fin courant... — — — — —

— Esp. 1832 compt... — — — — —

— Fin courant... — — — — —

5 % comp. (c. n.) 80 50 80 65 80 50 80 55

— Fin courant... 80 75 80 85 80 75 80 75

R. de Naples cpt. 100 65 100 80 100 65 100 80

— Fin courant... — — — — —

R. perp. d'Esp. c. — — — — —

— Fin courant... — — — — —

IMPRIMERIE BRUN, PAUL DAUBRÉE ET C<sup>e</sup>, Rue du Mail, 5.

Vu par le maire du 3<sup>e</sup> arrondissement, pour légalisation de la signature BRUN, PAUL DAUBRÉE ET C<sup>e</sup>,

DÉCÈS ET INHUMATIONS.

du 1<sup>er</sup> juillet.

M. Pradeau, rue des Fossés Saint-Germain-l'Auxerrois, 35.  
M<sup>me</sup> Bouvier, née Paillard, rue St-Paul, 32.  
M. de la Feronnays, rue de Madame, 13.  
M. Henriette, rue d'Amboise, 9.  
M. Herisson, rue Godot-de-Mauroy, 47. bis.  
M. Leroux, rue Mazarine, 48.  
M<sup>me</sup> v<sup>e</sup> Ducourez, née Lusseau, rue des Mar-mouzets, 34.  
M<sup>me</sup> Merley, rue St-Denis, 304.  
M. Malingre, rue Jacob, 7.  
M. Legrand, rue Feydeau, 26.  
M<sup>me</sup> de Saint-Martin, rue de Sévres, 131.

Enregistré à Paris, le  
Reçu un franc dix centimes.

du 2 juillet.

M. Doney, colonel en retraite, rue de la Made-laine, 41.  
M. Sarchi, mineur, rue de la Victoire, 10.  
M. Segard, rue Bourg-l'Abbé, 14.  
M<sup>me</sup> v<sup>e</sup> Mulot, née Armandi, rue Neuve-St-Catherine, 14.  
M<sup>me</sup> v<sup>e</sup> Hébrard, née Hémard, rue Popincourt, 17.  
M<sup>me</sup> Desouches, quai d'Austerlitz, 7.  
M. Barraud, cité Bergère, 2.  
M<sup>me</sup> Gentilhomme, rue de la Michodière, 15.  
M. Moret, mineur, rue St-Louis, 57.  
M. Buez, rue de Crussol, 12.

TRIBUNAL DE COMMERCE.